

CIN2 Deuxième Conférence internationale sur la nutrition

une meilleure nutrition c'est une meilleure qualité de vie

Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agricultureOrganisation
mondiale de la Santé**F****RÉUNION TECHNIQUE PRÉPARATOIRE
EN VUE DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE
INTERNATIONALE SUR LA NUTRITION
(CIN-2)****Rome, 13-15 novembre 2013****Troisième séance***Qu'entend-on par agriculture et systèmes alimentaires de nature à améliorer la nutrition et qu'est-ce que cela suppose: les liens entre l'agriculture, les systèmes alimentaires et la nutrition***Systemes alimentaires et agricoles de nature à améliorer
la nutrition****Résumé****P. Pinstруп-Andersen****I. Principaux enjeux**

1. Les projections établies par la FAO et par l'IFPRI concordent sur le fait que pour nourrir la planète, il faudra que les disponibilités alimentaires mondiales augmentent de 55 à 60 pour cent au cours des 37 prochaines années (d'ici à 2050). En moyenne annuelle, cela représente une augmentation de 1,3 pour cent, objectif qui semble tout à fait possible à atteindre et qui pourrait même être dépassé¹. Sous cet angle, les tendances à long terme sur le plan de l'approvisionnement semblent favorables.

2. On ne peut que se féliciter de l'immense succès obtenu par le secteur agricole sur le plan de l'accroissement des disponibilités alimentaires. Les gouvernements et le secteur privé n'en devraient pas moins poursuivre les politiques et engager les investissements nécessaires au maintien de cet accroissement, en s'efforçant de réduire la prévalence de la malnutrition au niveau mondial. Le présent document a été établi pour alimenter les débats sur les moyens de parvenir à cet objectif ou, en d'autres termes, sur les moyens de mettre au point des «systèmes alimentaires et agricoles de nature à améliorer».

¹ Pour un examen des facteurs susceptibles de contribuer à cette augmentation, voir Pinstруп-Andersen (2013b et c).

Quels avantages peut-on tirer de systèmes alimentaires et agricoles mis au service d'une meilleure nutrition?

3. La logique laisse penser que les systèmes alimentaires et agricoles sont essentiels à la nutrition humaine. Toutefois, le rapport coût-efficacité des interventions d'ordre alimentaire et agricole visant à améliorer la nutrition n'a pas été analysé avec autant de précision que celui des interventions directes d'ordre sanitaire. Le problème réside dans le fait que les méthodes d'évaluation reposant sur des essais contrôlés aléatoires, considérées comme les techniques de démonstration les plus fiables dans le secteur de la santé, sont en général inapplicables dans le domaine des systèmes alimentaires, à l'exception des petits projets. Il en est ainsi pour deux raisons: tout d'abord, les filières entre l'agriculture et la nutrition sont très longues, et subissent de ce fait l'influence de nombreuses variables dont, et ce n'est pas la moindre, le comportement des acteurs intervenant dans le système alimentaire, sur lequel il n'est pas possible d'agir. Ensuite, les interventions politiques à grande échelle dans le domaine des systèmes alimentaires (comme l'établissement des priorités de la recherche agronomique, l'amélioration des débouchés pour les produits des petits agriculteurs, les changements d'orientation importants dans la transformation des aliments) se prêtent mal à la randomisation et aux groupes témoins. Et pourtant, ce n'est pas dans les potagers et autres petits projets parfaitement adaptés aux essais contrôlés, mais au cœur de ces politiques que se trouvent les perspectives les plus prometteuses d'amélioration de la nutrition aux niveaux national et régional².

4. À l'heure actuelle, les discussions portant sur la solidité des éléments probants dont on dispose tendent à remettre en question les données existantes et incitent les décideurs à ne pas s'engager sur la voie de politiques agricoles et alimentaires tenant compte de la nutrition. Elles poussent par ailleurs les analystes à ne pas entreprendre d'évaluations plus poussées, dont on a pourtant besoin de toute urgence pour orienter l'action des pouvoirs publics et du secteur privé.

Pourquoi les objectifs nutritionnels ne sont-ils pas expressément pris en compte dans l'élaboration des politiques relatives aux systèmes alimentaires et agricoles?

5. Les systèmes alimentaires et agricoles sont principalement mus par la recherche de profit. Pour être efficaces, les politiques visant à améliorer la nutrition doivent donc s'efforcer de faire évoluer la demande économique ou les possibilités de production, voire les deux. Cela, parce que les initiatives en faveur de systèmes alimentaires et agricoles propres à renforcer la nutrition ne sont efficaces que si elles produisent des résultats compatibles avec les signaux du marché, qui reflètent le comportement des consommateurs, des producteurs, du secteur de la transformation et des négociants. Il est ainsi indispensable de stimuler l'innovation et le plaidoyer de sorte à identifier des scénarios avantageux sur tous les plans, qui incitent les acteurs des systèmes alimentaires à améliorer la nutrition, tout en leur offrant des incitations économiques. À un niveau fondamental (et tout à fait pertinent sur le plan politique), la relation entre la nutrition et la croissance économique devrait être envisagée comme une relation avantageuse sur tous les plans. Une main d'œuvre souffrant de malnutrition a une faible productivité; une amélioration des résultats nutritionnels viendra, en

² Il convient de noter que certains jardins familiaux/potagers peuvent contribuer à la diversité du régime alimentaire. Voir le document dans sa version intégrale, p.6.

revanche, stimuler la productivité et la croissance économique. Il existe bien d'autres mesures avantageuses sur tous les plans, comme les avancées technologiques permettant d'économiser de la main d'œuvre, la recherche agronomique et les autres moyens d'améliorer le rendement, et la diversification des cultures.

6. Les recommandations politiques énoncées dans la section ci-dessous reposent sur ce concept de scénario avantageux pour tous. La plupart des recommandations visent à changer le comportement des intervenants dans les systèmes alimentaires et agricoles (par exemple, consommateurs adoptant un nouveau régime alimentaire, gouvernements abolissant les restrictions commerciales) ou à modifier le cadre socioéconomique dans lequel ces acteurs évoluent (par exemple, investissements dans les infrastructures auxquels sont appelés les petits exploitants). Dans tous les cas, il est implicitement tenu compte de la divergence d'intérêts entre les politiques nutritionnelles et les incitations commerciales, et des moyens sont proposés pour l'atténuer.

II. Recommandations politiques

A. *Accroître les disponibilités de paniers alimentaires de nature à renforcer la nutrition*

7. Relèvent de cette catégorie les politiques relatives à la production alimentaire intérieure et au commerce extérieur. S'agissant des mesures touchant au commerce extérieur, on cite souvent comme exemple la libéralisation des échanges qui accroît le volume des denrées importées, notamment les aliments très élaborés à faible valeur nutritive. Les politiques relatives à la production alimentaire peuvent prendre les formes suivantes:

- Investissement dans les infrastructures rurales, informations sur les marchés et autres biens publics facilitant l'accès des petits exploitants au marché, et investissements du secteur privé dans les marchés nationaux des intrants et des produits agricoles
- Appui des pouvoirs publics aux programmes infranationaux d'enrichissement des aliments et de biofortification
- Réglementation foncière destinée à éviter que l'insécurité alimentaire et la malnutrition ne soient aggravées par les expulsions de familles de petits agriculteurs.
- Promotion de cultures indigènes à densité élevée en nutriments mais «négligées» (comme le quinoa), des jardins familiaux, ainsi que de l'élevage et de l'aquaculture à petite échelle pour diversifier le régime alimentaire des consommateurs ruraux qui sont tributaires de la production locale
- Octroi de la priorité à la recherche publique sur le moyens d'accroître la productivité de divers produits alimentaires concernant en particulier 1) les petits exploitants, 2) la réduction des coûts unitaires de production et de commercialisation et 3) l'octroi d'un meilleur accès aux produits horticoles et autres aliments à densité élevée en nutriments
- Soutien des pouvoirs publics aux programmes d'éducation et de promotion afin de modifier la demande de consommation
- Soutien des pouvoirs publics et du secteur public au renforcement des chaînes d'approvisionnement alimentaire de façon à réduire les déchets et pertes dûs aux déficiences de l'entreposage, du transport et d'autres activités du système alimentaire.

B. *Accroître le revenu des ménages pour améliorer la nutrition*

8. L'accroissement du revenu des ménages a une influence sur le comportement d'achat des ménages et la mesure dans laquelle l'accès aux produits se traduit par l'acquisition de produits. Il a également une incidence sur la répartition des aliments entre les membres du ménage. Dans la plupart des cas, un plus grand contrôle du budget familial par les femmes entraîne une hausse de la part du budget allouée à l'alimentation et à la nutrition, en particulier à l'alimentation des enfants. Lors de la conception des politiques et campagnes de lutte contre la pauvreté, il est important de garder à l'esprit, d'une part, que la réduction de la pauvreté est un facteur primordial mais insuffisant pour éliminer les carences nutritionnelles et, d'autre part, que l'augmentation du pouvoir d'achat peut favoriser l'obésité. Ainsi, les programmes de développement rural et autres dispositifs création de revenu peuvent contribuer à améliorer la nutrition en utilisant des critères de ciblage précis (femmes et enfants de moins de deux ans). Les initiatives de réduction de la pauvreté associées à la mise en place de transferts en espèces ou en nature et à l'octroi de subventions couvrant les frais liés à des éléments non alimentaires essentiels, tels que l'éducation scolaire, l'eau et le transport personnel, sont à même de renforcer encore le pouvoir d'achat des personnes à faible revenu et d'augmenter les chances de voir l'accès conduire à l'acquisition.

C. *Améliorer la nutrition en jouant sur le prix des denrées alimentaires*

9. Face à la tentation des pays exportateurs de modifier leurs politiques commerciales aux dépens du reste du monde, il peut sembler utile de réviser les règles de l'OMC contre les changements brusques et injustifiés des exportations de produits alimentaires entraînant une variation importante des prix sur le marché international, ou d'en adopter de nouvelles. L'adoption de nouvelles règles de conduite à l'intention des spéculateurs sur les marchés à terme pourrait atténuer l'instabilité future des prix. Il serait également utile, pour réduire les fluctuations dues à l'instabilité des prix, de promouvoir les travaux de recherche publics et privés sur la mise au point de nouvelles variétés de cultures alimentaires résistant à la sécheresse, aux inondations, aux vents forts et aux nouveaux risques biotiques liés aux changements climatiques.

10. Au niveau des ménages, la fluctuation des prix des aliments peut contribuer à des périodes d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Ces effets négatifs sur la nutrition des agriculteurs et des consommateurs peuvent être limités par l'application de politiques visant à améliorer la ponctualité des informations et des projections concernant les prix. Pour protéger l'état nutritionnel des personnes à faible revenu, il peut s'avérer nécessaire d'appliquer tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire des incitations et des règles favorisant une concurrence saine et évitant l'accaparement.

11. À titre d'exemples d'interventions pouvant entraîner une variation des prix relatifs et avoir une incidence sur l'accès des ménages à la nourriture, citons les progrès technologiques réduisant les coûts unitaires dans les secteurs de la production alimentaire, de la transformation et de la commercialisation, les taxes et incitations ciblant un produit particulier, ou encore les restrictions commerciales. Avant même de concevoir ce type de politique axée sur un produit particulier, il est important de cerner avec précision le problème

que l'on veut régler: s'agit-il des carences énergétiques, des carences en micronutriments ou des pathologies chroniques liées à l'obésité? La modification des prix relatifs peut-elle atténuer un problème sans en aggraver un autre? La plupart des pays en développement sont confrontés à l'ensemble de ces problèmes, que l'on appelle le triple fardeau de la malnutrition. Il y a donc un choix très difficile à faire au niveau de la politique des prix. Une taxe sur la viande de bœuf ou sur les huiles végétales pourra ainsi réduire les risques de maladies chroniques, mais aggraver les carences en fer et en acides gras essentiels.

D. Politiques nutritionnelles destinées à alléger les contraintes temporelles et l'emploi du temps des femmes

12. L'incidence positive ou négative des systèmes alimentaires et agricoles sur l'état nutritionnel des femmes enceintes ou allaitantes et des enfants pendant les deux premières années de leur vie (1000 premiers jours après la conception) tient essentiellement à la façon dont ils influencent l'emploi du temps des femmes. Il s'agit d'un point fréquemment ignoré dans l'idée souvent avancée que les systèmes agricoles ont peu à offrir au niveau nutritionnel pendant les 1000 premiers jours de la vie. Outre les changements sexospécifiques susmentionnés touchant le revenu des ménages et le contrôle du budget familial, les politiques agricoles visant à alléger les contraintes de temps que subissent une grande majorité des femmes à faible revenu peuvent contribuer de façon efficace à la réalisation des objectifs nutritionnels fixés pour les femmes, les fœtus et les enfants de moins de deux ans.

13. Il existe divers exemples de mesures que les pouvoirs publics peuvent envisager d'adopter ou de soutenir, parmi lesquelles l'application aux travaux traditionnellement effectués par les femmes de technologies permettant d'économiser de la main d'œuvre et d'augmenter le rendement comme le recours aux herbicides pour remplacer le désherbage manuel, l'amélioration des équipements utilisés pour la transformation des produits alimentaires, l'octroi d'un meilleur accès aux ressources en eau, aux carburants et au crédit, la mise en place d'infrastructures rurales facilitant la commercialisation des produits alimentaires et réduisant le temps d'acheminement de ceux-ci au marché, et la création de services d'accueil des enfants adaptés aux différentes situations.

E. Changements de comportement de nature à améliorer la nutrition

14. Il est nécessaire que les consommateurs, les agriculteurs, les commerçants et les responsables politiques aient une meilleure connaissance de la nutrition et des liens entre celle-ci et le système alimentaire. L'éducation nutritionnelle et la diffusion des informations au moyen de l'étiquetage et de campagnes promotionnelles à l'intention des consommateurs sont des outils fréquemment utilisés pour améliorer la nutrition, mais leur efficacité est limitée. En toute logique, les programmes d'éducation nutritionnelle isolés n'ont d'effets positifs que lorsque l'ignorance est le principal obstacle à une bonne nutrition. L'étiquetage ne présentera pour sa part d'utilité que pour les consommateurs disposant de connaissances suffisantes pour comprendre le libellé de l'étiquette. Compte tenu des répercussions sanitaires et économiques de la prévalence accrue de l'obésité, du diabète et d'autres pathologies chroniques, et de la carence fréquente en micronutriments, les gouvernements souhaiteront peut-être intervenir par l'intermédiaire de réglementations, d'incitations et de campagnes d'information.